

Rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles 2018-2019

RAPPORT DE VALIDATION DU SERVICE DE L'AUDIT INTERNE, DES ENQUÊTES ET DE L'ÉVALUATION DE PROGRAMME

Monsieur le Sous-ministre,

Nous avons procédé à l'examen des résultats et de l'information présentés dans le rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles du ministère des Finances pour l'exercice 2018-2019, exercice qui s'est terminé le 31 mars 2019. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de ces données incombe au plus haut dirigeant du ministère des Finances.

Notre responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence de l'information, en nous basant sur les travaux que nous avons réalisés au cours de notre examen.

Nos travaux se sont inspirés des Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Les travaux nous ont permis d'obtenir des renseignements et des pièces justificatives et de discuter de l'information obtenue. Au terme de nos travaux, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que les résultats et l'information contenus dans le *Rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles 2018-2019* du ministère des Finances ne sont pas, dans tous leurs aspects significatifs, plausibles et cohérents.



Marc Sirois
Le sous-ministre associé aux politiques
budgétaires et financières

Québec, mars 2020

DÉCLARATION DE FIABILITÉ DES DONNÉES

L'information contenue dans le présent rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles du ministère des Finances relève de la responsabilité du sous-ministre. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données et des contrôles afférents.

À notre avis, le *Rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles 2018-2019* du ministère des Finances :

- décrit fidèlement les réalisations annuelles en lien avec les défis et les priorités en ressources informationnelles énoncées dans le plan directeur, grâce à des exemples concrets de réalisations au bénéfice des citoyens et des entreprises;
- présente la valeur induite par les ressources informationnelles sur la performance organisationnelle.


Nous déclarons que les données et les contrôles contenus dans le présent rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles ainsi que les contrôles afférents sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2019.



Pierre Côté
Sous-ministre



Marc Sirois
Sous-ministre associé aux
politiques budgétaires et
financières



Denis Thiboutot
Directeur principal de la
sécurité et des systèmes
d'information et dirigeant de
l'information



Simon-Pierre Falardeau
Contrôleur des finances

Signée à Québec, mars 2020

Ministère des Finances
Rapport de reddition de comptes publique des ressources informationnelles
2018-2019

Au cours de 2018-2019, le Ministère a produit son premier plan directeur en ressources informationnelles, lequel est en appui à l'exercice de la planification stratégique. Il énonce, entre autres, une démarche entreprise depuis quelques années qui vise l'obtention d'une performance organisationnelle axée sur la transmission de résultats destinés à la clientèle. Cette démarche permet d'atteindre les objectifs stratégiques suivants :

- assurer la rigueur des données produites par la fiabilité des données, l'amélioration des contrôles et la sécurité de l'information;
- améliorer le message aux citoyens par une image renouvelée, la visibilité des travaux, la vulgarisation de l'information et l'accroissement de la portée des messages;
- augmenter l'efficacité de la gestion des travaux par la maximisation du potentiel des technologies, la révision des processus de réalisation des mandats et la gestion plus efficace de l'information.

Plusieurs réalisations, en adéquation avec ces objectifs, font foi de la valeur ajoutée et des bénéfiques qu'elles ont engendrés, soit :

- Rapport préélectoral : Le projet, terminé en juillet 2018, a permis d'offrir une compréhension commune de l'état des finances publiques, confirmée par le Vérificateur général du Québec. Dans le cadre de ce mandat, le Ministère a procédé à divers travaux afin de valider et de moderniser ses processus menant à la préparation du cadre financier du gouvernement. Ainsi, le rapport était accompagné d'un site Web qui en présentait une version simplifiée et ludique. Le site permettait d'avoir l'heure juste sur l'économie et les finances du Québec.
- Mise à jour du progiciel Integrity : Ce projet, terminé en octobre 2018, offre une gestion intégrée des transactions financières requises pour les activités de financement et de gestion de la dette du gouvernement du Québec. Cette mise à jour permet le remplacement des solutions de contournement mises en place temporairement, l'obtention des correctifs officiels de certaines anomalies et l'implantation des fonctions requises pour la mise en place des nouvelles normes comptables.
- Évolution des services en ligne du Contrôleur des finances : Ce projet, qui a commencé en juillet 2018, vise à augmenter la capacité de communication et à contrer la désuétude. Il permettra notamment :
 - d'améliorer la qualité des services du Contrôleur des finances en augmentant la capacité de communication et en contrant la désuétude technologique;
 - de renforcer la sécurité d'accès aux services et celle des transmissions de données en remplaçant la technologie désuète;
 - de réduire les frais d'exploitation relatifs aux moyens et les coûts de maintien de la solution technologique;
 - de consolider les moyens de communication avec les entités du périmètre comptable gouvernemental;

- d'accroître la flexibilité d'évolution et la rapidité de mise en œuvre de services par l'utilisation d'une technologie récente et progressive.
- Élaboration d'un modèle d'optimisation pour les projections des émissions de gaz à effet de serre au Québec : Ce projet, qui a débuté en toute fin d'exercice, est réalisé conjointement avec le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Il vise le développement d'un modèle de projection des émissions de gaz à effet de serre basé sur le générateur de modèles TIMES, développé par l'Agence internationale de l'énergie. Ce modèle permettra notamment d'analyser de façon plus détaillée et approfondie les effets des mesures, des politiques, des stratégies, des plans d'action, des trajectoires et des réglementations concernant la lutte contre les changements climatiques, ainsi que de réaliser des projections d'émissions de gaz à effet de serre.
- Outil de vérification autonome de chèques : Entre avril et septembre 2018, ce site Web, destiné aux institutions financières, a eu près de 2 000 utilisateurs, répartis dans l'ensemble des succursales bancaires du Québec, et a permis plus de 30 000 vérifications de chèques en moins de cinq mois. Auparavant, les institutions financières devaient effectuer les vérifications par téléphone, durant les heures d'ouverture. Le ministère des Finances a plus que doublé sa capacité de vérification, ce qui contribue à diminuer les risques de fraude liée aux chèques. En plus de l'accessibilité accrue et de la pertinence de l'information offerte, le site Web est facile d'utilisation, et les vérifications peuvent se faire rapidement.
- Processus de dotation : Une solution applicative a été créée pour réduire les délais pour l'obtention des autorisations requises. Celle-ci a permis de simplifier le processus et de réduire le nombre d'autorisations à obtenir pour le gestionnaire demandeur et le temps en valeur absolue accordé pour remplir le formulaire et le valider. Le processus complet se réalise maintenant en quatre jours, ce qui correspond à plus de 75 % de réduction du délai.
- Mise en place progressive d'un service de gestion intégrée des documents : À terme, ce service offrira des fonctionnalités telles que la recherche avancée, le versionnage et la gestion du cycle de vie des documents et des espaces de partage.

Les dépenses et les investissements réalisés en 2018-2019 relativement aux activités d'encadrement, de continuité et de projets en ressources informationnelles ont été publiés dans le rapport annuel 2018-2019 du ministère des Finances.